

R.P. no. 2/91 - BT/VM

Hong Kong, le 15 avril 1991

Confidentiel**L'avenir de Hong Kong à la lumière
des récents développements**

Le seul problème à Hong Kong qui fasse l'objet des préoccupations de tous en tout temps est celui de l'avenir politique du territoire. Le stade des spéculations académiques est largement dépassé et les réponses que les gens obtiennent aux nombreuses questions qui les préoccupent se traduisent par des décisions touchant les investissements, le statut des entreprises et celui des personnes. Pour ceux qui peuvent l'envisager, le choix est entre partir ou rester, investir ou vendre, maintenir les sièges des sociétés à Hong Kong ou les enregistrer à Londres voire aux Bermudes. Quant à ceux qui utilisent Hong Kong comme base de leurs opérations en Chine ou dont les affaires se traitent tout simplement ici, il ne leur est pas indifférent de savoir s'ils pourront continuer de compter sur l'infrastructure du territoire ou s'il y a lieu de prévoir des solutions de rechange. Après neuf mois sur place, je me risque à faire un premier pronostic que je serai certainement appelé à affiner à mesure que ma compréhension de la problématique évoluera. Les données de base sont les suivantes.

Le retour de Hong Kong à la Chine a fait l'objet d'un accord entre la Grande-Bretagne et la Chine signé le 19 décembre 1984 et ratifié l'année suivante. Le changement de souveraineté devant intervenir le 1er juillet 1997, nous sommes à peu près au milieu de la période transitoire. Ceci n'est pas indifférent car la déclaration conjointe de 1984 stipule que la deuxième tranche de six ans précédant le retour à la Chine rendra nécessaire une plus étroite coopération des deux gouvernements. Pour les Britanniques, ceci n'a probablement jamais signifié autre chose qu'un échange accru d'informations. Pour les Chinois par contre, il semble s'agir carrément de cogestion. Ce malentendu fondamental est d'autant plus marqué que les relations entre les deux pays ont subi un refroidissement spectaculaire. En 1984, on en était encore à la lune de miel entre le monde occidental et les réformistes de Pékin mis en place par un Deng Xiaoping paternaliste mais bienveillant. Actuellement, les séquelles de Tienanmen empoisonnent l'atmosphère. Habiles tacticiens, les Chinois en profitent pour se montrer durs à la détente et engranger partout où ils le peuvent des avantages compensatoires.

- 2 -

L'accord de 1984 prévoit que Hong Kong jouira après 1997 d'une large autonomie, conservera son système capitaliste pendant cinquante ans et que le territoire sera administré par ses habitants. La première base légale du nouveau régime, prévue pour la région administrative spéciale de Hong Kong, la "Basic Law", a été adoptée l'année dernière par le Parlement de Pékin. Cette loi jouera le rôle de constitution de Hong Kong. Pour s'en tenir à l'essentiel, elle ne constitue en aucune façon une garantie contre l'immixtion de Pékin dans les affaires du territoire. Ces dispositions essentielles sont rédigées de manière suffisamment vagues pour laisser la porte ouverte à l'arbitraire, ceci d'autant plus que l'instance chargée d'interpréter les dispositions pouvant faire l'objet d'un litige sera justement le Parlement de Pékin. Un des grands espoirs des milieux politiques du territoire était d'obtenir une représentation populaire directement élue aussi large que possible. Or, la loi ne prévoit l'élection - qui aura lieu pour la première fois cette année - que de dix-huit membres du Conseil législatif qui en compte soixante. Ultérieurement, ce nombre d'élus devrait passer à vingt puis à trente. On est loin des rêves des démocrates qui, incorrigibles optimistes, espèrent une participation massive aux élections de l'automne prochain pour essayer d'obtenir ensuite de Pékin un peu plus de souplesse en la matière. Tout semble indiquer que les Chinois ne sont pas près de se laisser attendrir. Le Gouvernement de Hong Kong, qui avait l'intention de présenter en mars dernier un projet de "Bill of Rights", qui aurait constitué un garde-fou limitant l'arbitraire de la future administration a dû, sous la pression de Pékin, édulcorer son premier projet, qu'il n'a d'ailleurs toujours pas présenté au Parlement. De même, les autorités, qui voulaient mettre sur pied une "Court of final Appeal" qui aurait constitué un autre garde-fou, ont dû y renoncer, du moins pour le moment.

L'attitude inflexible adoptée par Pékin à propos de Hong Kong est très bien illustrée par les négociations sur le célèbre projet d'aéroport. M. Douglas Hurd, qui vient de se rendre à Pékin dans le but avoué d'obtenir l'accord des Chinois a dû revenir les mains vides. Les négociations continuent mais à un niveau inférieur.

Ce qui est véritablement en discussion, ce n'est pas un aéroport, auquel les Chinois doivent être plutôt favorables, ni les réserves monétaires du territoire, ni telle ou telle disposition juridique. Ce que toutes ces querelles illustrent, c'est l'incapacité quasi pathologique des dirigeants chinois d'aborder une négociation de bonne foi sur une base paritaire et de discuter avec leurs partenaires d'égal à égal. Le formidable complexe de supériorité collective des Chinois est une réalité permanente et incontournable dont

L'origine se situe dans l'histoire multimillénaire de ce peuple. Les premiers contacts entre la Chine et l'Occident ont donné lieu aux scènes cocasses que de nombreux voyages ont rapportés mettant aux prises des ambassadeurs européens défendant la dignité du souverain qu'ils représentaient et les empereurs mongols exigeant l'allégeance non seulement de l'émissaire mais encore de son roi, qui ne pouvait être qu'un vassal. Rien n'ayant changé fondamentalement, ce penchant à la mégalomanie de masse subsiste. Il n'explique évidemment pas tout. D'autres éléments font du Chinois un négociateur à part, préoccupé avant tout de ce qui, aux yeux de l'Occidental, peut paraître futile. Le Chinois ne se préoccupe que du très long terme. C'est pourquoi il ne s'intéresse pas aux avantages qu'il peut acquérir par la force et ne reconnaît pas ceux qu'il a dû concéder sous la pression. Dans le long terme, les rapports de force changent et les avantages mal acquis doivent être restitués. Idéaliste, le Chinois a de son pays une vision globale. Hong Kong, Taïwan, le Tibeth et la Mongolie en font partie et tout devra être fait pour récupérer ou conserver ces territoires. Réaliste, il sait que, avec un monde occidental qui poursuit des buts presque exclusivement économiques, qui veut des résultats immédiats et dont les objectifs changent sans cesse, le temps travaille pour lui.

Mais alors - et c'était là notre point de départ - que va-t-il se passer à Hong Kong. Il y a lieu de distinguer entre un niveau politique où se situent les objectifs à long terme de la Chine et un niveau économique correspondant aux intérêts à relativement court terme des habitants de Hong Kong et des Occidentaux qui sont en relations d'affaires avec eux. Au niveau politique, Pékin veut rétablir sa souveraineté sur le territoire - ce que personne ne lui conteste le droit de faire - mais veut le faire à son rythme donc en contrôlant le jeu. Dans cette pantomime, le partenaire britannique est consciemment maltraité pour que le public comprenne qu'il n'y a pas d'arrangement entre égaux mais bien un fort qui reprend ses droits et un faible qui se les était arrogés et doit rendre gorge de manière aussi démonstrative que possible. A l'égard du mini-partenaire à la discussion qu'est Hong Kong, Pékin ne prend pas de gants. Le peuple de Hong Kong est chinois et doit se réjouir de rejoindre le giron national. L'administration coloniale n'a aucune représentativité et doit s'abstenir de toute initiative, notamment dans le domaine des droits de l'homme ou de l'ordre public qui pourrait encourager la population à tolérer en son sein des critiques du régime qui seraient de potentiels fauteurs de trouble.

- 4 -

Sur le plan économique, Pékin n'a aucun complexe et n'est pas disposé à faire quoi que ce soit sous prétexte de préserver le niveau actuel ou d'assurer son développement. Hong Kong est utile comme interface avec le monde extérieur et ce rôle sera préservé. Toutefois, si la prospérité économique de Hong Kong devait avoir pour effet de jeter un doute sur la légitimité de la souveraineté chinoise, alors la prospérité sera sacrifiée partiellement ou même totalement aux impératifs politiques.

Evidemment, tout le monde se souvient de Shanghai en 1949. La ville était alors le principal pôle de développement en Asie, regorgeant d'entreprises industrielles florissantes et d'entrepreneurs hardis et compétents. Le régime communiste ne s'est pas seulement montré incapable de préserver cet atout : il s'en est complètement désintéressé. Par des mesures administratives toujours plus restrictives, il a forcé à l'exode des entrepreneurs, qui ont fait par la suite la fortune de Hong Kong. Nous n'en sommes évidemment plus là et le risque de voir Hong Kong traitée de la même façon que Shanghai est à peu près inexistant. Cependant, la mentalité des gens au pouvoir n'ayant pas fondamentalement changé, on ne peut exclure que le dragon chinois ne casse un peu de porcelaine à Hong Kong.

Deux éléments politiques donc déterminants permettent un certain optimisme. Premièrement, la Chine est très attachée à récupérer Taïwan. A vues humaines ou du moins tant que les Etats-Unis conserveront leur rang actuel dans le monde, une reconquête militaire est hors de question. Reste un arrangement politique avec le Kuomintang. Des pourparlers ont eu lieu et, en-delà de la rhétorique destinée à impressionner la galerie, on peut discerner une possibilité d'accord. Il est probable que rien de définitif ne se fera avant 1997. En effet, les gens de Taipei suivent avec attention ce qui se passe à Hong Kong et en tireront de la graine pour la formulation d'un éventuel accord avec Pékin. Deuxièmement, la Chine a beaucoup évolué au cours des dernières années et continuera d'évoluer. Pour le moment, il existe une dichotomie entre les niveaux économique, où l'évolution est encouragée par le pouvoir, et politique, où rien ne doit être changé. Il est évident qu'à Pékin on a oublié depuis belle lurette et la dialectique et le matérialisme historique. Une relecture de Marx devrait tôt ou tard ramener les dirigeants à une appréciation plus réaliste de la situation. On ne peut concilier le développement extrêmement rapide des provinces côtières contrastant avec le sous-développement dramatique de certaines zones septentrionales avec un centralisme rigide. Or, le pouvoir central ne s'intéresse pas vraiment à l'économie, se contentant d'un laissez-faire bienveillant. De ce fait, les provinces, les districts, les villes et les entreprises qui ont pris leur destin en main ont acquis des habitudes d'indépendance très marquées. Cette

- 5 -

évolution est irréversible. Le pouvoir central en est diminué d'autant. Il adviendra tôt ou tard, probablement lors du prochain changement de garde au sommet, que les structures politiques s'adaptent aux nouvelles réalités économiques. Un nouveau pouvoir central, plus réaliste et aussi plus libéral, sera peut-être déjà en place en 1997. Le passage en sera grandement facilité.

En conclusion, il est vraisemblable que Hong Kong subsistera après 1997 comme porte de la Chine ouverte sur le commerce mondial, comme centre de services liés au commerce, comme plaque tournante financière, comme tour de contrôle des investissements dans le sud de la Chine. Il est vraisemblable par contre qu'un certain raidissement se fera sentir par rapport à la situation presque anarchique qui règne actuellement. Les autorités du territoire seront appelées à exercer un contrôle plus ferme de la population. Les conduites effervescentes en matière politique seront jugulées. La presse y perdra une partie de sa liberté, de même que les hommes politiques dont les plus remuants devront choisir entre l'exil et l'alignement. Les gens de Hong Kong ont toujours été trop occupés à gagner de l'argent pour s'intéresser à un pouvoir politique dont l'administration coloniale n'était d'ailleurs pas disposée à leur donner plus que des miettes. Le changement de souveraineté ne devrait donc pas présenter de difficulté particulière pour autant que la nouvelle administration puisse préserver le "business as usual". Donc, optimiste modéré.



Le Consul général de Suisse

(Jean-Marc Boillat)

Copie à : - Ambassade de Suisse, Pékin
- Ambassade de Suisse, Londres